

Plouchtch raconte

(in: La Croix 4/21/1976)

Voici les principaux passages de la déclaration faite vendredi à Paris par le mathématicien soviétique Leonid Plouchtch, libéré le mois dernier d'un asile psychiatrique où il a passé plus de trois ans.

Plouchtch, après avoir remercié tous ceux qui, par leur action, ont aidé à sa libération, relate son « affaire » et les conditions de son engagement pour la liberté et le respect des droits de l'homme.

Indispensable démocratisation

En 1964, après le limogeage de Khrouchtchev, j'écrivis une lettre au Comité central du Parti communiste de l'URSS. J'exprimai mon opinion sur la démocratisation de l'URSS. La lettre parvint, accidentellement, au KGB. On m'y invita, au cours d'un entretien, à ne pas écrire de telles lettres, on ne sait trop pourquoi, durant deux ans. Je gardai mon travail et fus même chargé de la propagande et d'un séminaire philosophique.

A partir de 1966, je commençai à écrire des articles pour le *Sanktsdat* sur la nature du gouvernement soviétique, sur son idéologie, sur le problème national en URSS. Marxiste de conviction, j'examinai tous ces problèmes en me fondant sur les œuvres de Marx et de Lénine. Je démontrai que le stalinisme n'est qu'une dénaturation de type thermidorien et bonapartiste de la Révolution d'octobre; qu'un capitalisme d'Etat avait été édifié en URSS, que la propriété est détenue non par le peuple, mais par un Etat, isolé de toutes les classes; que la bureaucratie est au service d'un capitalisme abstrait, l'Etat; qu'en matière de problème national, l'URSS poursuit la politique du gouvernement tsariste.

Je considérais qu'en URSS, une révolution était impossible, qu'elle n'était pas souhaitable, mais qu'une démocratisation progressive était indispensable par des réformes faites d'en haut et une propagande menée parmi la population. Vouant participer pratiquement à la lutte pour la démocratisation, je diffusais les publications du *Sanktsdat*, je recueillis des informations pour la *Chronique des événements courants* et pour le *Messenger ukrainien*, qui interprétaient la lutte pour les Droits de l'homme en URSS.

En 1969, je devins membre du « Groupe d'initiative pour la défense des Droits de l'homme en URSS » qui protestait légale-

ment contre les violations de la Constitution soviétique et de la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

L'arrestation

Le 15 janvier 1972, je fus arrêté et placé en isolement dans la prison de Kiev où le KGB républicain menait l'instruction des affaires.

En mai 1972, je fus envoyé pour une prétendue expertise psychiatrique légale en milieu hospitalier à l'Institut Serbsky. Mais je passais les six mois entiers à la prison moscovite de Lefortovo. La décision de me contraindre à un traitement fut prise simplement après quelques entretiens avec des psychiatres, dont notamment l'académicien Snejnevski, Lountz, Nadjárov et Morozov, tous éminents psychiatres soviétiques. Il y eut deux expertises. J'appris ultérieurement que le diagnostic était le suivant : « schizophrénie torpide depuis l'adolescence ».

J'ai été interné à l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk de juillet 1973 au 8 janvier 1976. J'ai subi un « traitement » par neuroleptiques (halopéridol et trifazine (3) et deux cures d'insulinothérapie.

A l'hôpital psychiatrique spécial de Dniepropetrovsk, il y a surtout des malades mentaux, des assassins, des gens coupables de viols, des hooligans. Les internés politiques, une soixantaine, sont pour la plupart sains d'esprit. Il s'agit aussi de personnes comme Plakhotniouk, Latzenko, Roubane, Evdokimov et Loupinos, arrêtés pour une prétendue « activité antisoviétique » ou comme des « perekhodtchiki », ceux qui ont tenté de partir pour l'Occident.

Le malade le plus dangereux

Puis il évoque la vie et les « soins » à Dniepropetrovsk à la fois asile et prison.

Dans la prison, j'étais considéré comme le malade le plus dangereux. Les infirmiers et les infirmières avaient l'interdic-

tion de me parler. Les autres internés politiques avaient été mis en garde s'ils me parlaient : leur situation empirerait. Lorsqu'un infirmier commença à m'emprunter des livres de science-fiction, il s'entendit dire qu'il fréquentait un anti-soviétique. A la cantine, je fus placé pendant deux jours près d'un prisonnier politique, puis on nous installa à des tables différentes.

Pendant les interrogatoires, les médecins m'interrogeaient sur les contacts que j'avais eus pendant que j'étais en liberté. Je refusais de répondre à ces questions en leur expliquant qu'elles concernaient l'instruction de l'affaire. Mais ces interrogatoires me tourmentaient fortement car ils concernaient mes convictions et étaient accompagnés de commentaires railleurs. On commentait mes lettres, celles de mes proches. Ainsi, lorsque ma femme se plaignit un jour, je ne sais trop pourquoi, de la conduite de mon fils aîné et fit l'éloge du plus jeune, on me dit que l'aîné était sur la bonne voie, tandis que le plus jeune n'était qu'un schizophrène. On laissait entendre que ma femme aussi était anormale...

Quelques mots sur les médecins, sur leur niveau intellectuel et moral.

Le malade demande : « Quand retrouverai-je ma liberté ? » Le médecin : « Quand j'aurai pris ma retraite. »

Un des malades qualifia les médecins de gestapistes. On lui prescrivit une piqûre de soufre (après une piqûre de soufre, la température monte jusqu'à 40°, l'endroit de la piqûre fait très mal, les douleurs sont si fortes que le malade ne sait pas comment se mettre; nombreux sont ceux qui ont des hémorroïdes après les piqûres de soufre). Ce malade a hurlé de douleur pendant vingt-quatre heures, essayant d'y échapper en se cachant sous son lit. De désespoir, il a cassé une fenêtre et a tenté de se trancher la gorge avec les débris de verre.

Briser l'être humain

Que visent un tel traitement et un tel régime? Plouchtch déclare :

Il s'agit de briser l'être humain durant les premiers jours, de dé-

truire sa volonté de résistance. Puis commence le traitement par « neuroleptiques ». J'ai constaté moi-même avec horreur, quotidiennement, la progression de ma dégradation intellectuelle, morale et affective. Je perdis rapidement intérêt pour les problèmes politiques, puis pour les problèmes scientifiques, enfin pour ma femme et mes enfants. En revanche, apparut la peur pour ma femme et mes enfants. La parole devint hachée, brève. La perte de mémoire empira fortement. Au début, je réagissais vivement aux douleurs des malades ou en apprenant la trahison de certains amis. Puis tout ceci me devint indifférent. L'effet des neuroleptiques était intensifié par mon isolement de tous les autres internés politiques sains d'esprit. J'avais envie de ne plus entendre les cris, les batailles, les rires, les pleurs, les délires. Je restais allongé toute la journée et tentais de dormir. Les neuroleptiques y contribuaient.

Mon devoir

Et il conclut, en tant que communiste, s'adressant aux communistes de l'Ouest français et italiens d'abord qui ont soutenu le combat engagé pour sa libération.

Nous, les néo-marxistes soviétiques, nous avons toujours espéré dans les partis communistes de France, d'Italie et de Grande-Bretagne. Nous espérons que ces partis poursuivaient l'œuvre du Parti communiste tchécoslovaque, qu'ils réhabilitaient l'idéal communiste et obligeaient le Parti communiste de l'URSS à choisir entre le mao-stalinisme et le communisme à visage humain.

J'espère que ces partis entreront dans la lutte active pour sortir de l'impasse où se trouve toute l'humanité, tant dans les pays « socialistes » que capitalistes.

Le devoir que m'impose ma conscience est d'entrer, ici en Occident, dans la lutte pour la libération des détenus politiques des prisons, camps et prisons psychiatriques d'URSS. Maintenant se développe une campagne pour la libération de mes amis Vladimir Boukovsky, Semion Glouzman et Valentin Moroz. J'appelle tous les fondateurs gens à y participer.

Die Abschiebung des Mathematikers Pljuschtsch in einen Zustand, der aller Welt seine erschütternden Berichte glaubwürdig machte, lässt den Gedanken nicht ganz abwegig erscheinen, dass es auch in der Sowjetunion einflussreiche Kräfte gibt, die die Behandlung politischer Häftlinge ans Licht gebracht sehen wollen, um sie abzumildern oder doch zu "verfeinern".

Christian Schmidt-Häuer

in: Die Zeit - Nr.9 - 20.2.76